



Plateforme revendicative

de l'ensemble des professionnels du secteur social, médico-social, public, privé et associatif.

Le Travail social, éducatif ou médico-social garant de la solidarité nationale, symbole démocratique des sociétés progressistes, est menacé par les effets des politiques néolibérales, qui détruisent l'emploi, les services publics, la protection sociale (RGPP, Loi Hôpital Patient Santé Territoire, Convention d'objectifs et de gestion, dénonciation des conventions collectives...).

Les professionnels ont le devoir d'agir ! Ils sont au rendez-vous...

Le travail social, dans ses formes les plus diverses, est dynamique et évolutif. Il repose sur un système complexe de valeurs, de théories et de pratiques. La Fédération Internationale des Travailleurs Sociaux (FITS) en cerne les contours et détermine les principes fondateurs :

«Le travail social a pour mission d'aider les personnes à développer leur potentiel, enrichir leur vie, et prévenir les dysfonctionnements. Facilitateur du changement, le travail social est issu d'idéaux humanitaires et démocratiques, et ses valeurs sont basées sur le respect de l'égalité, et de la dignité de tous.»

« Depuis plus d'un siècle, la pratique du travail social s'est concentrée sur les besoins de l'être humain ainsi que sur le développement de son potentiel. Elle vise à agir contre la précarité, à protéger et renforcer l'autonomie mais aussi les capacités d'agir et de participation à la vie de la société des personnes vulnérables, exclues et opprimées. Les valeurs du travail social reposent sur les principes des droits de l'homme et de la justice sociale. »

En France, le travail social est de plus en plus soumis à une conception marchande, à une vision purement économique de la relation d'aide, à une idéologie sécuritaire et répressive de l'intervention sociale. En effet, les choix politiques imposant des logiques comptables et gestionnaires sont responsables de l'effondrement des moyens mis à disposition des publics

et des professionnels. Ces politiques portent atteinte aux concepts fondamentaux de solidarité et d'humanisme, inhérents à la relation d'aide.

La destruction organisée de notre outil de travail, les attaques fortes portées à nos qualifications, métiers, savoir faire, expériences s'inscrivent dans un plan de destruction programmée des missions de service public.

Nos organisations syndicales, et les professionnels s'indignent de ces dérives induites par des positionnements politiques qui conduisent à une stigmatisation des populations, à une instrumentalisation des dispositifs et des acteurs de l'action sociale à des fins de contrôle, à des atteintes sans précédent des droits des usagers et des enfants, à des dénis de démocratie, à un rejet de notre devoir de solidarité.

Partout sur l'Hexagone, des collectifs, groupes ou associations se développent pour défendre un service social de qualité, centré sur les besoins de l'utilisateur, le respect de son identité, de son parcours et de son projet personnel.

Parce que nous avons la responsabilité de contribuer par nos missions à une société de droit et de solidarité, nous refusons d'être les témoins silencieux de la précarité, de l'exclusion et de la pauvreté ;

→ Nous dénonçons :

- La dégradation du service rendu au public
- La détérioration des conditions de travail
- l'approche comptable et gestionnaire de l'action sociale
- la déqualification des métiers, et cadres d'emplois ainsi qu'un rejet affiché des identités, valeurs et savoirs faire professionnels au profit d'une polyvalence des tâches
- l'introduction de logiques évaluatives dépourvues de lien direct avec l'objet de notre travail.
- la rationalisation et standardisation du travail social

→ Nous refusons :

- De voir s'effondrer un système de solidarité garant d'égalité et d'équité
- D'être relégués à un rôle d'exécutant de procédures, de techniciens de référentiels ou dispositifs, niant notre expertise, nos qualifications et notre mission première d'accompagnement global social éducatif et clinique
- D'intégrer à nos pratiques les notions de productivité, d'objectifs de gestion et de résultats
- De voir disparaître l'action sociale et ses professionnels

Parce que la réhabilitation immédiate des conceptions de solidarité, d'humanisme et de gratuité de l'action sociale demeure la seule garantie d'un pacte social fort et exigeant ;

→ Nous revendiquons :

- Des services d'action sociale, éducative, et médico-sociale de qualité respectant les droits des usagers et des enfants
- Le respect du cadre d'intervention des professionnels, de leur éthique et déontologie
- Des moyens indispensables à l'exercice des missions obligatoires de service public centrées sur les besoins du public
- Des conditions de travail décentes respectant nos métiers, l'usager, le sens de nos missions.

→ Nous exigeons :

- La défense par les élus d'un pacte social fort qui reconnaît le secteur sanitaire éducatif, social et médico-social comme axe prioritaire
- Une politique sociale basée sur la relation d'aide et l'arrêt de l'instrumentalisation des dispositifs
- Le retour aux notions fondamentales qui guident l'exercice de nos professions et permettent la mise en œuvre d'une politique centrée sur les besoins de l'usager, le respect de son identité, de son parcours et de son projet personnel
- Le retour immédiat aux idées fondatrices de l'action éducative en rejetant les aspects sécuritaires, répressifs et marchands de la conception actuelle de l'action sociale
- Des moyens et des effectifs, par la création de postes dans le secteur public, privé et associatif, la titularisation de tous les CDD et contrats précaires
- La reconnaissance des métiers, des diplômes
- La défense de conventions collectives, des déroulements de carrière à la hauteur des qualifications, une revalorisation salariale globale
- Le respect des règles de confidentialité et le respect du secret professionnel des assistants sociaux en référence aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal et du code de déontologie
- l'arrêt de l'informatisation des dossiers sociaux
- L'arrêt de toute politique de stigmatisation des populations.

→ Nous appelons l'ensemble des personnels du secteur social et médico-social à nous rejoindre pour faire aboutir de légitimes revendications.

Nous aussi, sommes au rendez-vous du changement et exigeons des garanties !